

## Éditorial

Jeanne Simard

Volume 33, numéro 1, 2024

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1110774ar>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n1.1708>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (imprimé)

2564-2189 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Simard, J. (2024). Éditorial. *Revue Organisations & territoires*, 33(1), 1-3.  
<https://doi.org/10.1522/revueot.v33n1.1708>

© Jeanne Simard, 2024



Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru  
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## Éditorial

Pour ce premier numéro de 2024, notre équipe éditoriale propose un dossier ayant pour titre *Les nouveaux territoires de la participation : le territoire actuel, objet de participation citoyenne et de participation publique*. À titre de responsables de ce dossier, deux professeurs-chercheurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières, Geneviève Brisson et Guy Chiasson, présenteront le résultat des travaux de leurs collègues dans le prochain texte, intitulé *Dossier spécial*.

### Rubrique *Espace libre*

**Jeanne Simard** et **Louise Fines** font une analyse des dispositions normatives québécoises sous l'angle de la criminalité en col blanc. Au début des années 2000, de nombreux scandales financiers et économiques ont secoué le Québec tant dans le secteur des affaires privées que dans l'administration publique. Ces nombreux crimes en col blanc ont causé de graves torts et préjudices pour les victimes, de même que des dommages sociaux d'une portée parfois insoupçonnée. Devant l'indignation de la population, le Québec a mis en place de nombreuses mesures législatives et administratives visant à combattre la criminalité en col blanc et à placer le financement des partis politiques à l'abri des influences partisans. Dans cet article, les auteures reviennent sur quelques-unes des notions fréquemment utilisées en contexte de criminalité en col blanc et exposent les effets de cette délinquance sur les systèmes juridique, institutionnel, financier et économique. Elles font aussi une recension exhaustive des différents outils normatifs et institutionnels adoptés par le Québec pour lutter contre cette criminalité, puis présentent les retombées concrètes qu'ont eues ces outils sur le mieux-être de la population.

**Jean-Samuel Cloutier** nous présente les principaux résultats d'une consultation menée auprès des acteurs de l'écosystème d'innovation et d'entrepreneuriat en Abitibi-Témiscamingue. Cette consultation a permis de documenter les éléments essentiels à une œuvre réussie d'initiatives visant à promouvoir la croissance, l'innovation et l'entrepreneuriat dans cette belle région au nord de la province du Québec. Son étude met en lumière les enjeux et les solutions, l'identification des services de soutien disponibles ainsi que les bonnes pratiques et les facteurs clés de succès.

L'article de **Chadli Yaya** et de **Frédéric Lasserre** présente une enquête sur les choix des entreprises de transport maritime en matière de réduction des émissions de GES sur la Voie maritime du Saint-Laurent, un cours d'eau du Canada aux États-Unis qui permet aux navires provenant de l'océan Atlantique d'atteindre les Grands Lacs à l'intérieur des terres. Leurs résultats montrent que, pour la majorité de ces entreprises, leurs choix se concentrent sur les mesures d'efficacité énergétique, mais peu sur les sources d'énergie de rechange aux énergies fossiles (gaz naturel liquéfié, biocarburant, énergie solaire), qui sont pourtant très efficaces pour réduire les émissions de GES.

**Serge Francis Simen, Ursule Nudy Banzoussi Niaka, Yao Agbeno, Mireille-Laure Beyala Mvindi et Steve Paterne Nkoulou** nous amènent au Gabon, plus précisément à Libreville, dans une étude qui porte sur l'impact de la transition numérique de l'entrepreneuriat féminin. D'après les résultats d'une méthodologie qualitative exploratoire auprès d'une trentaine de femmes commerçantes et de quelques autres acteurs (ONG), il apparaît que, même si la transition numérique offre de nombreuses opportunités, il n'en demeure pas moins que certaines femmes commerçantes rencontrent des défis qui freinent le développement et la croissance de leur commerce. Cette étude documente les stratégies d'adaptation développées par les participants pour surmonter ces défis et offre des pistes pour mieux les soutenir dans cette transition.

**Raef Gouiaa et Rachel Ladouceur** proposent, à partir d'une revue de la littérature, un modèle regroupant l'ensemble des facteurs favorisant le bien-être des gestionnaires financiers. Ces facteurs peuvent être divisés en trois grandes catégories, soit psychologique, physique et sociale, qui sont subdivisées en 10 sous-catégories. Deux sous-catégories favorisant le bien-être physique ont été ajoutées par les auteurs, soit 1) avoir le personnel adéquat et en nombre suffisant dans l'organisation et 2) disposer d'une technologie de pointe afin de réduire la demande et le travail cognitivement éprouvant pour les employés. Les travaux des auteurs pourront servir de base à des contextes semblables à ceux de l'étude.

Enfin, **Marc Jean et Didier Benoit** nous proposent deux articles qui visent à répondre à une question qui est au cœur du processus de délibération éthique de n'importe quel acteur du social : En quoi l'autorégulation s'avère-t-elle complémentaire dans ses visées à la fois éthique et praxéologique pour la mise en forme d'un processus éthique? Le premier article, construit principalement sur les travaux du psychologue québécois Yves St-Arnaud, pose la question du passage de la régulation spontanée (discussion dans la vie de tous les jours) à l'autorégulation (forme de régulation structurée). Les auteurs donnent des exemples concrets qui font voir la différence entre les deux formes de régulation. Le second article pose cette fois la question : En quoi le mode de justification inscrit dans une perspective éthique vient-il changer les choses?

### **Rubrique *Entretien***

Dans ce numéro, vous trouverez deux entretiens des plus inspirants.

D'abord, Geneviève Brisson et Guy Chiasson nous rapportent leur entretien avec **Patrick Duguay**, directeur général de la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL), un organisme qui mise sur l'économie sociale pour le développement de l'Outaouais-Laurentides. Ses engagements pour l'économie sociale et le développement du territoire débordent largement de la CDROL pour inclure parmi d'autres le Chantier de l'économie sociale, le conseil d'administration de l'Université du Québec en Outaouais et Action Gatineau, le premier parti politique sur la scène municipale de Gatineau. La participation des citoyens est un important fil

conducteur entre les multiples engagements de M. Duguay, engagements qui prennent place dans des territoires d'action différents, autant à l'échelle locale que régionale et québécoise.

L'entretien de Martin Simard sur **Pierre Lahoud**, historien, photographe et spécialiste du patrimoine québécois, témoigne de sa passion pour la photographie aérienne, qu'il fait depuis plus de 40 ans. Celui qu'on surnomme l'« historien du ciel » nous explique pourquoi, durant toutes ces années, il a parcouru, photographié et documenté avec autant de minutie le territoire québécois et son patrimoine bâti. Malgré Google Earth et l'imagerie satellitaire, M. Lahoud est convaincu que rien ne peut remplacer la perception qu'un humain peut avoir du territoire derrière l'appareil photo. En 2019, il a légué sa collection inestimable de plus de 850 000 photos à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ). Tout au long de sa carrière, sa contribution exceptionnelle à l'histoire et au patrimoine du Québec a été soulignée par de nombreux prix. En 2022, M. Lahoud a été fait chevalier de l'Ordre national du Québec, la plus haute distinction décernée par le gouvernement québécois. En 2023, on lui remettait le prix Gérard-Morisset, qui est l'un des Prix du Québec décernés annuellement par le gouvernement provincial pour couronner l'ensemble d'une carrière consacrée au patrimoine.

#### Rubrique *Chronique du livre*

Enfin, pour terminer ce numéro, une recension de **Samuel Bédard** vous est proposée, soit celle de l'ouvrage de Martín Arboleda, *Planetary mine: Territories of extraction under late capitalism*, paru chez Verso en 2020.

C'est un plaisir de vous retrouver en 2024. Je vous souhaite une excellente lecture!

Jeanne Simard, professeure, UQAC  
Directrice de la revue

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n1.1708>